

Abidjan, de la COP15 à la COP des villes

Abidjan

La COP15, qui s'est tenue en mai à Abidjan, a rappelé les menaces de la désertification et son impact sur les flux de populations. Chaque année, selon l'ONU, ce sont 12 millions d'hectares de terres, l'équivalent de la surface du Bénin, qui deviennent stériles. En cause ? Les activités humaines, souvent de prédation, mais aussi l'urbanisation.

Parce qu'elle concentre les populations et les activités économiques, et donc l'essentiel des consommations d'énergie et des émissions de carbone, la ville est au cœur du défi climatique. Ce sujet doit être mis sur le devant de la scène.

C'est pourquoi j'ai souhaité susciter la première COP des villes, avec Anne Hidalgo, Présidente de l'AIMF, maire de Paris, qui avait déjà réuni 1000 maires à Paris, il y a 7 ans, lors de la COP21. Depuis Abidjan, nous voulons faire entendre les solutions que nous portons en tant que Maires à l'échelle de nos villes.

Avec les *Plans climat* que nous mettons en œuvre à Abidjan mais aussi à Dakar, à Agadir et dans bien d'autres villes africaines ou asiatiques. Avec des stratégies pour développer une économie circulaire sur nos territoires. Avec des actions très concrètes pour répondre au double défi de l'amélioration des conditions de vie dans nos villes en plein développement, et de la préservation de l'environnement. Nous agissons tous les jours sur la mobilité, l'énergie, la gestion des déchets, le reboisement, l'évolution des modes de consommation et de production...

Oui ! Nous sommes les premiers acteurs d'un « agenda des solutions » par nos initiatives concrètes. Mais nous pourrions faire mieux et plus si, pour répondre à l'appel du Président Alassane Ouattara, les bailleurs internationaux mettaient à notre disposition les moyens financiers nécessaires pour mettre en œuvre nos agendas, nos engagements.



Des financements à la hauteur de nos villes qui, en Afrique ou en Asie, font face à une urbanisation galopante et à une arrivée massive de réfugiés. Un afflux unique dans l'histoire du monde.

C'est bien là l'objectif de la COP des villes d'Abidjan. Faire connaître nos solutions, mobiliser les moyens qui nous permettront d'agir plus fort et plus vite.

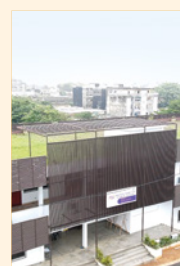
Robert Bengre Mambé

Ministre-Gouverneur d'Abidjan, Secrétaire général de l'AIMF, Vice-Président du C40

Les villes ont des solutions, donnons-leur les moyens de les amplifier !

Optimisation énergétique et environnementale des bâtiments

À **Abidjan**, la médiathèque de Yopougon, conçue et construite en prenant en compte des critères environnementaux, a valeur d'exemple pour une construction durable. À **Nice**, à **Bordeaux**, à **Montréal**, des réglementations, chartes ou labels existent déjà pour mobiliser les filières du bâtiment autour d'objectifs de performance écologique et environnementale.



Évolution des mobilités

Kigali met en place un système de transport public par vélos intelligents et électriques en libre-service. Le service s'appuie sur une application numérique développée par la startup GuraRide.

Rabat expérimente la mise en place de bus électriques : une opération déjà en place sur 3 lignes de bus et 250 km, qui a vocation à être étendue. Partout, les villes portent le changement pour réduire la pollution liée aux mobilités et son impact sur le climat.



Solutions circulaires pour l'assainissement des villes à forte croissance



La structuration de filières locales de gestion des boues de vidange, pilotées par les municipalités, apporte des solutions concrètes pour améliorer la vie en ville, limiter la pollution et développer des filières commerciales vertes. En Asie et en Afrique, les villes ont l'expertise requise pour passer ces solutions à l'échelle.

▲ *Flashez pour en savoir plus*



Reforestation du Cameroun : le rôle des communes



Au Cameroun, la loi forestière de 1994 a décentralisé la gouvernance des forêts. Une compétence optionnelle qui, quand elle est exercée, a un impact majeur sur la gestion raisonnée des forêts et sur le développement économique local. Face au déboisement et à la dégradation des forêts, il y a urgence à soutenir la reforestation en s'appuyant sur les municipalités.

▲ [Flashez pour en savoir plus](#)

Paris : de la ceinture grise à la ceinture verte



À Paris, la métamorphose du périphérique est sur les rails. Végétalisation, apaisement du trafic, liens métropolitains... ce grand projet à l'horizon 2030 aura un impact majeur sur l'environnement, la qualité de vie et la santé des franciliens.

▲ [Flashez pour en savoir plus](#)



Avec les villes, développer l'énergie solaire



Au Cameroun avec le programme FEDACAM, puis au Bénin dans le département du Zou, des projets pilotes porteurs sont menés par les villes pour développer l'énergie solaire. L'expertise territoriale existe et porte avec succès ces programmes ambitieux qui améliorent l'éclairage public et apportent des solutions concrètes pour améliorer la vie en ville.

▲ [Flashez pour en savoir plus](#)



À Ouagadougou, les bénéfices environnementaux et sociaux de la ceinture verte



Reforestation, développement du maraîchage et création d'emplois verts sont au cœur du projet de revalorisation de la ceinture verte de Ouagadougou porté par la municipalité. Pour asseoir et financer ce projet, les entreprises locales et les partenaires de coopération décentralisée sont déjà mobilisés.

▲ [Flashez pour en savoir plus](#)





Construire ensemble des Plans Climat ambitieux

Zéro émission directe d'ici à 2030 pour la mobilité et zéro émission pour l'ensemble des émissions directes au plus tard en 2050 : le nouveau Plan Climat de **Lausanne** a des objectifs ambitieux. Cette démarche de gouvernance, la ville la partage à l'international. Avec **Marrakech**, **Dakar** ou encore **Nouakchott**, **Lausanne** anime depuis 2008 une commission de l'AIMF pour renforcer l'expertise territoriale en matière de climat.

La ville en économie circulaire



▲ [Flashez pour en savoir plus](#)

Recyclés, les déchets ménagers produits à **Abidjan**, estimés à plus de 1,9 million de tonnes par an, peuvent générer 35 000 emplois. À travers son Institut de l'Économie Circulaire, le District autonome d'Abidjan construit une démarche prête à être opérationnalisée à l'échelle du territoire. Partout, les villes inventent des solutions pour impulser des logiques circulaires sur leurs territoires.



À **Liège**, la ceinture alimen-terre pour nourrir durablement la ville



▲ [Flashez pour en savoir plus](#)

Depuis 10 ans, les citoyens, la Ville et la Province de Liège développent avec succès un vaste projet de territoire pour une alimentation de proximité, durable et résiliente. Objectif : couvrir 50% des besoins avec des aliments produits localement, dans les meilleures conditions écologiques et sociales.



Les dernières actus des #VillesDurables

Libreville accueille du 5 au 8 juillet 2022 la 19^e Réunion des Parties à l'occasion du 20^e anniversaire du Partenariat pour les Forêts du Bassin du Congo. 3 thèmes importants seront discutés : l'utilisation durable des terres, le futur des aires protégées et la restauration des paysages.

À **Casablanca**, le tri sélectif des déchets ménagers est lancé !



[Flashez pour en savoir plus](#)

Genève lance la campagne « Éteindre au cœur de la nuit »



[Flashez pour en savoir plus](#)

Montréal devance de 10 ans sa cible pour des bâtiments zéro émission



[Flashez pour en savoir plus](#)



Luc S. Atrokpo
Maire de Cotonou,
Président de l'ANCB

Cotonou

Les élus locaux ont une part active à prendre dans la mise en œuvre des ODD. Qu'il s'agisse de la lutte contre la pauvreté, de l'énergie et du climat, nous, élus locaux et nos populations, sommes principalement concernés par les objectifs du développement durable. Nous en appelons à leur traduction locale par notre implication.

Cela nécessite le transfert des ressources et des compétences du sommet à la base, tel que prévu par la loi pour que nous ayons la capacité d'exercer le rôle qui nous a été dévolu par la décentralisation.

C'est dans cet esprit que je viens de procéder au lancement d'une campagne de reboisement à travers la mise en terre de trois cents plants à Cotonou. Ce geste vise à sensibiliser les populations de Cotonou, à soutenir le reboisement, à respecter les espaces de verdure, à veiller à l'entretien régulier des différents plants mis en terre, afin de rendre la ville écologiquement et économiquement viable, et faire de Cotonou un poumon vert.

Par ailleurs, dans le souci de réduire sensiblement l'émission des gaz à effets de serre, en grande partie produits par les taxi-motos, je vais lancer dans les jours qui viennent, et avec l'appui de l'Union européenne, un important projet de promotion des motos électriques.

Kinshasa

Avec pratiquement 15 millions d'habitants, Kinshasa est, comme la plupart des mégapoles de la planète, confrontée à de multiples défis.

Seules des mesures concrètes permettent de gérer la concentration toujours plus importante d'habitants et l'accentuation des effets du changement climatique.

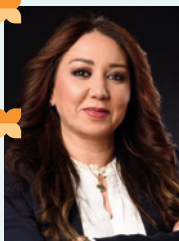
En s'attelant à ces défis, Kinshasa est à l'avant-garde du mouvement en faveur de villes plus durables.

Pour aller dans ce sens, j'entends, avec nos partenaires techniques et financiers, améliorer l'accès aux infrastructures, aux services et aux débouchés socio-économiques. Cela veut dire utiliser l'énergie solaire en matière d'éclairage urbain, des matériaux durables pour les routes et les trottoirs, végétaliser la ville avec des plantes autochtones xérophiles. J'entends aussi que les moyens technologiques pour l'approvisionnement en eau, la gestion des déchets solides et l'assainissement soient mobilisés.

Cette démarche, globale, permet d'accompagner l'essor rapide de Kinshasa qui servira de modèle à ses villes sœurs africaines afin d'accroître leur résilience face aux inondations et autres catastrophes naturelles, tout en améliorant l'aménagement du territoire, les infrastructures urbaines et les services et en réhabilitant les quartiers informels.



*Gentiny Mbaka
Ngbila*
Gouverneur
de Kinshasa



Nabila Rmili
Maire de Casablanca

Casablanca

Les effets du changement climatique ne sont plus à démontrer.

Le Maroc profondément impacté voit ses ressources se restreindre ; le stress hydrique est devenu une préoccupation nationale et est aujourd'hui au cœur des actions politiques que mènent le Royaume.

La Ville de Casablanca s'inscrit plus que jamais dans cette préoccupation en lançant des projets ambitieux pour la préservation

de cette ressource avec la construction d'une usine de dessalement et la mise en service de 6 STEP pour permettre la ré-utilisation des eaux usées à des fins d'arrosage.

Casablanca s'engage aussi pour le climat, le Maroc s'est fixé un nouvel objectif : réduire les émissions de gaz à effet de serre de 45,5% à l'horizon 2030 !

La ville blanche sera le fer de lance de cette action, avec la création de plus d'espaces verts, et la mise en place de transports « propres » pour les 4.5 millions d'habitants de la capitale économique : 4 lignes de tramway dont 2 déjà opérationnelles et des bus à haut niveau de service seront bientôt au service des casablancais.

Le Maroc et ses collectivités sont aujourd'hui une référence en Afrique, avec 37% de la puissance électrique générée par les énergies renouvelables (éolienne et solaire) avec la perspective d'atteindre 60% à l'horizon 2030.

Port-Louis

Le changement climatique affecte le monde entier mais les îles sont plus exposées encore.

Ainsi la mairie de Port-Louis, Capitale de l'Île Maurice, travaille sur un programme pour faire face à cette nouvelle donne, mais aussi pour porter une nouvelle vision pour la ville.

Ce programme consiste entre autres à :

- mettre l'emphasis sur la construction et la maintenance de drains à travers la ville pour faciliter l'évacuation des eaux pluviales par la mer,
- créer plus de jardins et d'espaces verts pour le bien-être des citoyens et pour permettre à la ville de respirer,
- renforcer les lois existantes contre les constructions illégales sur les berges des rivières naturelles.

Moussa Mahfouz Gader Saib Lord-Maire de Port Louis

Abidjan 2022

Alors que la COP15 Désertification vient de s'achever, Abidjan accueille du 28 juin au 2 juillet, à l'occasion du Congrès de l'AIMF, la première COP des villes.

Pour accéder aux documents
et revoir les travaux, rendez-vous sur
www.abidjan2022.ci



Flashez pour
en savoir plus